

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saône Cedex

Chalon-sur-saône, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALPHA CARBONE

4, rue Jules Védrières
BP 94204
Cedex 4
31000 Toulouse

Références : FM/CS/2026/C_096
Code AIOT : 0005904718

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement ALPHA CARBONE implanté 22 ALLEE DU BOIS 39100 Brevans. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des établissements classés Seveso. Les thèmes d'inspection ont été adaptés aux enjeux de l'établissement en tenant compte des thèmes abordés lors de précédentes inspections.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPHA CARBONE
- 22 ALLEE DU BOIS 39100 Brevans
- Code AIOT : 0005904718
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ALPHA CARBONE est une filiale de la société ALPHA RECYCLAGE spécialisée dans la collecte et le traitement de pneumatiques usagés. Elle a été créée en 2010 pour concevoir et mettre au point une unité de recyclage de broyats de pneumatiques usagés par un procédé de vapo-thermolyse. Ce procédé permet de récupérer du noir de carbone, de l'huile de thermolyse, des fils métalliques et un gaz de synthèse qui est valorisé thermiquement sur le site. Le site a fonctionné en mode "pilote" jusqu'en 2025 et est en cours de modernisation depuis plusieurs mois. L'exploitant a validé un programme d'améliorations techniques des installations et une augmentation de 30 % de la capacité horaire et de 25 % de la capacité annuelle. Le jour de la visite, les travaux de modernisation étaient en cours d'achèvement. L'exploitant envisage le démarrage de la production industrielle au deuxième trimestre 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Sans objet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
2	Etat des matières stockées - dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
3	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
7	Vérification des DMS et CMS	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8 et 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Vérification	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des échéances de la requalification périodique	20/11/2017, article 18.I		
10	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
9	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence que l'exploitant est en retard dans l'application des dispositions post-Lubrizol (moyens de prélèvements environnementaux) et dans l'application de la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression. Il devra traiter ces non-conformités avant le redémarrage de ses installations et justifier de leur traitement. A défaut, il s'expose aux sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les

<p>matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est en train de paramétrer un outil de gestion de l'état des stocks à partir d'une application en ligne. Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits de type matières premières ou produits finis sont disponibles. L'exploitant n'a pas encore défini les modalités de mises à dispositions de l'état des stocks et des FDS pour les équipiers qui mettent en œuvre le plan d'opération interne (POI) et pour les autorités publiques (préfecture, SDIS, DREAL), en situation de crise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1/ L'exploitant doit finaliser le paramétrage de l'outil de gestion de l'état des stocks à partir de l'application en ligne qu'il a retenue.</p> <p>2/ L'exploitant doit définir les modalités de mises à dispositions de l'état des stocks et des FDS pour les équipiers qui mettent en œuvre le POI et les autorités publiques (préfecture, SDIS, DREAL), en situation de crise.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Etat des matières stockées - dispositions spécifiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées - dispositions spécifiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.AIDA - 27 juillet 2023 - seule la version publiée au journal officiel fait foi. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet</p>

<p>de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore défini de consigne pour répondre aux objectifs et modalités de mise à jour quotidienne de l'état des stocks pour les matières dangereuses et d'inventaire physique périodique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit définir les consignes pour répondre aux objectifs et modalités de mise à jour quotidienne de l'état des stocks pour les matières dangereuses et d'inventaire physique périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Mise à jour du POI

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un POI référencé "SECU 27" dans une version du 4 février 2026. Il doit compléter son POI pour préciser les modalités d'accès à l'état des stocks et les modalités opérationnelles de réalisation des prélèvement environnementaux, en situation de crise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son POI pour préciser les modalités d'accès à l'état des stocks et les</p>

modalités opérationnelles de réalisation des prélèvement environnementaux, en situation de crise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : L'exploitant dispose d'un POI référencé "SECU 27" dans une version du 4 février 2026. L'exploitant devra réaliser un exercice de mise en œuvre de son POI pour tester de son applicabilité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser un exercice de mise en œuvre de son POI pour tester de son applicabilité avant le redémarrage de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant a défini avec l'aide d'un bureau d'étude les substances de type "produits de décomposition en cas d'incendie" et les points de prélèvements hors site. Toutefois, il ne dispose pas de moyens de prélèvements ni internes ni externes de type prestation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer de moyens de prélèvements internes ou externes de type prestation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'exploitant dispose d'une liste des équipements sous pression mise à jour. Il a constitué le dossier d'exploitation des équipements sous pression sous forme informatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérification des DMS et CMS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8 et 10
Thème(s) : Risques accidentels, DMS et CMS
Prescription contrôlée : La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement. Le contrôle de mise en service est requis avant la première mise en service de l'équipement.
Constats : L'exploitant a installé deux nouvelles chaudières de types générateur de vapeur. Le contrôle de mise en service (CMS) et la déclaration de mise en service ne sont pas réalisés, mais ont été programmés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir les justificatifs relatifs au contrôle de mise en service et à la déclaration de mise en service pour les deux nouvelles chaudières de type générateur de vapeur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

<p>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</p> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 3 équipements sous pression dont la requalification périodique (RP) est arrivée à échéance. Il a programmé cette requalification avec un organisme habilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir les justificatifs relatifs à la requalification périodique des 3 équipements sous pression pour lesquels cette requalification périodique, arrivée à échéance, est programmée avec un organisme habilité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements sous pression étaient tous hors service depuis plusieurs mois du fait des travaux de modernisation des installations. Les requalifications périodiques programmées avec un organisme habilité permettront de statuer sur leur aptitude à une remise en service.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Contrôle des accessoires de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif</p>

<p>de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le ballon d'air comprimé était équipé d'une soupape qui fait l'objet d'un rappel de produit. L'exploitant a prévu de remplacer cette soupape par une soupape neuve de marque différente dans le cadre de la requalification périodique de l'équipement, programmée avec un OH.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra fournir les justificatifs relatifs au remplacement de cette soupape.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>